

COMMUNIQUE N°20

Novembre 2009

LUTTE DES CLASSES EN FRANCE : UN POINT SUR LA SITUATION**1) Un prolétariat trahi, divisé, désorienté, réprimé, mais... pugnant.****Commentaires préliminaires**

Au sujet de la « conflictualité sociale », la bourgeoisie émet périodiquement des statistiques pour les interpréter de manière contradictoire.

Cela lui permet tantôt de vilipender les grévistes, en déplorant la tradition contestataire des travailleurs français, tantôt de se réjouir d'une irrésistible (en réalité chimérique) baisse tendancielle du nombre de jours de grève dans le pays. Ce type de manipulation s'inscrit dans une large et continue campagne de propagande visant à démoraliser les exploités.

Le climat social est à la tension permanente : chaque année au mois de septembre, les grands conglomérats médiatiques s'excitent sur une imminente explosion générale de colère salariale, pour mieux exorciser la menace réelle d'une déflagration sociale polymorphe. Déjà au comble de l'arrogance crasse, la classe dominante sort symboliquement renforcée de ces journalistiques prédictions qui ne sont, évidemment, jamais suivies des faits.

En juillet 2008, ce fâcheux spectacle a accouché d'une tirade de trop par la gueule enragée du Président Nicolas Sarkozy Nagy-Bosca, devant un parterre de cadres de l'UMP : « Désormais, quand il y a une grève en France, personne ne s'en aperçoit ! » (1). Cette crânerie obscène, standardisée par la junte de nervis, à putasses et grosses montres, hissée aux plus hautes fonctions de l'Etat en 2007, puait tout spécialement la gloriole revancharde. Avec la complicité des bureaucraties syndicales, la racaille des salons élyséens venait de mettre en échec une forte grève intervenue en novembre 2007 dans les transports publics. Une provocation que le général de la bourgeoisie française allait vite regretter face à la propagation fulgurante des luttes radicales dans les mois qui suivirent...

**15 ans d'intensification de la lutte prolétarienne**

Si l'on se réfère aux statistiques portant sur le secteur privé de l'Institut Supérieur du Travail, de 1976 à 1993, le nombre de jours individuels de grève diminua sensiblement (4 000 000 en 1976, 1 500 000 en 1981, 500 000 en 1993).

Au début des années 1990, la restructuration du capital français a provoqué des licenciements collectifs très importants et dans presque toutes les branches d'activité. En 1991, 473 000 salariés furent victimes de plans de licenciement, en 1992 ils étaient 534 000, en 1993 près de 600 000. Les travailleurs étaient comme paralysés sous ces terribles attaques patronales, auxquelles ils n'opposèrent que peu de résistance. Mais dès 1994 (740 000 journées de grève), se profilait la riposte sociale de

l'hiver 1995. Cette année là, on recensa 5 800 000 journées de grève, un nombre qui dépasse largement le record de 1976, année considérée comme la plus combative pour le mouvement de lutte enclenché en 1968 (2).

Ainsi, 1995 est un moment crucial dans la lutte de classe contemporaine en France. A partir de décembre 1995, mois de grève générale dans le secteur public, la quantité et la qualité des luttes prolétariennes se transforma en profondeur. Ces combats n'allèrent pas seulement se radicaliser et se diversifier dans leurs formes (manifestations violentes, séquestrations de dirigeants, occupations d'usines, barrages sur les routes, multiplication des pétitions, débrayages, refus d'effectuer les heures supplémentaires) mais aussi élargir leur domaine d'intervention. Si les employés des services publics allaient mener la plupart des luttes, le nombre de conflits dans le secteur privé allait augmenter : luttes croissantes des chômeurs (en 1998, ceux-ci se battirent vigoureusement pendant un mois contre le pouvoir : affrontements avec les forces de l'ordre, pillages de magasins, assemblées générales renouant avec la perspective d'un changement de société tenues à l'Université Jussieu), des travailleurs précaires (apparition de réseaux de lutte présentant l'avantage de créer d'authentiques solidarités et résistances à l'intérieur de petites structures de production. Exemple : grèves victorieuses chez Mac Donald's, Pizza Hut). En parallèle les occupations de logements vides, souvent propriétés de grands groupes industriels et bancaires, se développèrent abondamment. Quant à la classe ouvrière (au sens strict du terme, c'est à dire, la catégorie des exploités productrice de survalueur par la fabrication de marchandises matérielles) (3), sa combativité augmenta à compter du milieu des années 1990 mais, d'abord, pour ne s'affirmer qu'en réaction aux licenciements collectifs et échouer la plupart du temps (dans l'industrie textile ou automobile : Marie-flo, Daewoo, Michelin).

Amorcé dès la fin des années 1970, le processus de désindustrialisation s'est prolongé jusqu'à aujourd'hui et, à partir des années 1990, s'est traduit par une multiplication des délocalisations (vers l'Afrique du Nord et l'Asie principalement). La destruction nette d'emplois industriels en France s'élevait à 8000 en 2001, 91 000 en 2002, 94 000 en 2003 (4). Entre avril 2000 et septembre 2008, l'industrie française perdit près de 800 000 postes (5). Rien que sur l'année 2009, ce chiffre s'élève à 157 500 (6). Tout secteur économique confondu, se sont près de 400 000 emplois qui ont été détruits en 2008 et 2009 (7).

Au début des années 2000, la lutte prolétarienne poursuivit sa radicalisation. En juillet 2000, les travailleurs de l'entreprise Cellatex, implantée dans le nord du pays, soutinrent une grève violente avec occupation de l'usine, menaçant de faire sauter les bâtiments au cas où le montant de leurs indemnités de départ n'était pas conforme à leurs revendications. Après une première offre patronale en deçà de leurs attentes, les travailleurs n'hésitèrent pas à déverser de l'acide sulfurique et de la soude caustique dans la rivière qui coulait à proximité. Les mois suivants, une dizaine d'entreprises fit l'objet du même type d'assaut ouvrier. Le mot d'ordre volcanique des grévistes de Cellatex, « Du fric ou boom ! », se propagea comme une trainée de poudre.

En 2001, les travailleurs d'une filature à Mossley incendièrent des édifices de leur usine. La même année, au sein de la multinationale Moulinex, un plan social (4 500 licenciements) déclencha la colère ouvrière malgré les efforts pacificateurs de la flicaille syndicaliste. Sur deux sites, les salariés disposèrent des matériaux explosifs en divers endroits stratégiques et firent partir en fumée quelques bâtiments (8).

Aussi, ces divers exemples attestent qu'en dépit de la trahison systématique des syndicats, dont l'objectif premier est de contrôler et calmer la contestation, la lutte prolétarienne, accueillie à la radicalisation face à un patronat fanatique, a pris des formes de plus en plus illégales ces 10 dernières années. Même si les exploités combattent de façon dispersée dans tous les secteurs d'activité (jusqu'aux pompiers qui, le 21 novembre 2006, blessent gravement plusieurs gendarmes mobiles lors de violentes échauffourées) (9), les grandes mobilisations sociales sont toujours plus fréquentes. Néanmoins le prolétariat demeure principalement sur des positions défensives et limitées à la revendication.

2003 : 1) Plusieurs mois de luttes dans l'Education Nationale.

2) Deux mois de mobilisation contre la réforme du régime général des retraites. Manifestations monstres (plusieurs millions de personnes dans la rue). Malgré les appels unanimes à la grève générale, la stratégie des grandes confédérations syndicales imposant des "journées de mobilisation" sans lendemain a conduit le mouvement à la déroute.

2005 : 1) Vote contre le projet pour une constitution européenne, véritable programme de destruction de la force de travail et de l'environnement naturel. Dès la victoire du « non », les appareils d'extrême gauche, partis et associations, qui avaient su mener une campagne fortement mobilisatrice, ont torpillé toute concrétisation subversive des forces qu'ils avaient engrangées.

2) 3 semaines d'émeutes quasi insurrectionnelles (utilisation d'armes à feu contre les forces de l'ordre) des couches les plus pauvres du prolétariat suburbain. Des centaines d'incarcérations. Ces troubles intervenus parmi les couches exclues de la production de la plus-value n'ont attaqué la société qu'à sa périphérie. D'expression sous-prolétarienne, ces violences ont combattu les cerbères de la classe dominante tout en la méconnaissant en tant qu'ennemi social. Là où le capitalisme sévit jusqu'à dissoudre les derniers liens d'une sociabilité potentiellement révolutionnaire, l'autodestruction est la manifestation immédiate de la révolte. L'admiration pour le riche et son monde prévaut sous une frustration d'une brutalité paroxystique. On brûle l'école mais on épargne le dernier modèle de l'Audi A4 gagné grâce au business illicite qui, en ses tenants et aboutissants, est le parent pauvre de l'affairisme des beaux quartiers. La lutte contre le capital est ici limitée à ses formes d'apparition auprès du prolétariat marginalisé : les commerces, les flics, les institutions scolaires et sociales. Le centre du capitalisme n'est pas seulement hors de portée de tir : il reste totalement ignoré. La quantité formidable des cibles que ces émeutiers ont manquée est proportionnelle aux 30 années d'abdication révolutionnaire à leur égard. Il faudra rapidement stopper



cette involution qui, déjà, a trop fait le lit d'une pandémie réactionnaire chez les plus pauvres. Il s'agit, d'abord, d'éviter que le sommeil du prolétariat n'engendre des monstres dans son propre lit.

2006 : Contre le CPE, mesure supplémentaire de précarisation de la jeunesse, des millions de personnes descendirent dans la rue en des manifestations historiques, les plus amples depuis mai 1968. La grève illimitée des étudiants s'étendit pendant un mois et demi. Elle occasionna des occupations d'universités avec cessation des cours. De nombreux heurts eurent lieu avec les éléments répressifs (maréchaussée, mais aussi groupuscules d'extrême droite) qui se soldèrent par des milliers d'arrestations et des centaines d'emprisonnements. De nombreuses virées sauvages firent le cauchemar des flics, surtout quand elles sévirent dans les quartiers bourgeois. Plusieurs locaux de l'UMP et du MEDEF furent saccagés. En différentes assemblées générales, où prédominait fragilement le dialogue authentique, les étudiants votèrent symboliquement l'abolition du capitalisme (comme à l'université Rennes II). Durant quelques « journées de mobilisation » décrétées par les centrales syndicales, les travailleurs s'unirent à la jeunesse tout en ne parvenant à joindre réellement les luttes. De plus, le mouvement resta majoritairement cantonné à la revendication, c'est à dire à la compromission avec le bourgeois et son Etat. Envers et contre tout, l'illusion démocratique, qui n'en finit pas de pourrir, continua de s'allier à la peur sociale pour tenir les foules dans une espèce d'autisme tourmenté. Pourtant, depuis les années 1970, ce fut bien la première fois qu'on put débattre publiquement et massivement de la construction d'une société sans classes ni Etat. Le gouvernement Villepin retira le CPE mais le CNE fut maintenu. Le pouvoir fut durement bousculé et surpris de l'envergure de la lutte étudiante. Il n'en sortit pas moins victorieux puisque celle-ci n'a guère réussi à dépasser ses contradictions flagrantes, ce qui l'aurait menée à rompre le piège de la négociation avec la classe dominante. La répression policière et syndicale a finalement payé. Mais le retard de la conscience prolétarienne, face à la réalité féroce que lui impose un capitalisme tirant ses dernières cartouches pour résoudre son insoluble crise de reproduction, fut la cause première de la défaite (10).

2007 : 1) Mobilisation étudiante contre la réforme de privatisation de l'Université (loi LRU) présentée par la catholique Valérie Pécresse, auxiliairement ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche mais surtout fille de Dominique Roux, président de la branche telecom du groupe appartenant au milliardaire Vincent Bolloré (11). Sous couvert d'un projet d'autonomisation censé revaloriser l'image et les finances des universités, il s'agit de livrer étudiants et professeurs à la voracité du patronat, lequel devient le véritable superviseur de la « gouvernance universitaire ». La combativité non altérée de la jeunesse s'échoua contre un dispositif policier omniprésent et ultra-réactif, conçu à partir des leçons tirées de l'an passé. Les syndicats des travailleurs, encore trempés de leurs sueurs froides du CPE, délaissèrent cette lutte dans un isolement fatal.

2) Grève dans les transports publics (RATP et SNCF), bénéficiant du soutien massif de la population, contre la réforme des régimes spéciaux de retraite. Le soir de veille de grève, Bernard Thibault, secrétaire nationale de la CGT, sans avoir aucunement averti les travailleurs, fut reçu en grande pompe à l'Elysée (12). Il garantit à celui-ci une dégrafe cuisante des salariés. Ce nouvel acte d'allégeance de la CGT à Sarkozy augura du comportement sans vergogne des appareils syndicaux qui, au bout de 3 semaines, parvinrent à désamorcer le combat. Ce sabotage s'opéra à coups de manipulations des informations (sur le trafic des trains, sur la soi-disant reprise du travail dans les derniers jours) et de négociations en sous main (l'attitude majoritairement désapprouvée de Gérard Leboeuf, secrétaire général CGT-RATP, qui alla capituler préventivement auprès de la direction en fut un sinistre exemple). Echec des grévistes. Les rancœurs sont profondes et promettent des vengeances prochaines qui sauront appuyer leurs coups.

2008/2009 : La crise dans la crise engendra des dizaines de luttes radicales. La nouvelle accélération de l'écroulement du capitalisme a jeté soudainement des dizaines de milliers d'ouvriers dans le chômage et la pauvreté. En quelques mois, les plans sociaux se comptent par centaines (13). La résistance prolétarienne s'accomplit par des occupations d'usines, de bureaux, des séquestrations de dirigeants, des heurts avec les forces de l'ordre. Le 5 décembre s'entama un mouvement de contestation dans les Antilles françaises (Guadeloupe, Martinique). Le feu de la colère se répandit comme une traînée de poudre pendant un mois et demi de telle sorte que le 20 janvier ce fut la grève générale. Toute la population était dans la rue, bloquait les axes de circulation, envahissait les usines et centres de distribution, se battait contre les gendarmes mobiles flanqués en toute hâte de renforts de la métropole. Le salaire réel moyen, encore plus bas que dans l'hexagone, menaçait directement de misère la plupart des gens. Dans les pays avancés, les effets de la crise de reproduction sociale commencèrent à entrer en contradiction avec les conditions de survie de la population. A Paris, les organisations de gauche et d'extrême gauche ne profitèrent évidemment pas de ce boom contestataire pour construire ne serait-ce qu'une grève générale illimitée. Bien au contraire, elles soutinrent du bout des lèvres ce lointain soulèvement en un spectacle déplorable (conférences de presse, ridicules processions insignifiantes). Le conflit s'acheva le 5 mars sur des accords plus que douteux.

Ainsi, durant ces 15 dernières années, la lutte prolétarienne en France a revêtu ces différentes caractéristiques : de plus en plus radicale, presque toujours défensive, principalement atomisée, contradictoire parce que tirillée entre une violence croissante et un attachement aux formes dominantes d'organisation sociale, donc dépourvue d'une perspective révolutionnaire qu'elle est pourtant toujours plus accrue à envisager. Cette situation historique est le reflet de l'empirement exponentiel de la crise ouverte entre la valorisation du capital social total et la reproduction élargie des forces productives. La force de travail, tant du point de vue de sa valeur (capital variable) que dans sa dimension numérique est l'objet d'une attaque générale visant à contrecarrer la baisse tendancielle de l'accumulation basée sur la plus-value relative observée depuis la fin des années 1960. La période actuelle connaît les effets destructeurs de cette stratégie capitaliste globale, lesquels menacent, à court terme, les propres fondements de l'accumulation du capital. Il y a quarante ans, la crise de la productivité dans les secteurs avancés a conduit à intensifier l'extraction de plus-value relative, en rejetant toujours plus de travailleurs en dehors du cycle productif au profit d'une composition organique du capital accrue et d'un sensible rétablissement de l'accumulation primitive. L'abaissement de la valeur du capital variable s'est traduit par un effondrement du salaire

réel à partir des années 1980, une élimination progressive du salaire différé qui, aujourd'hui, jettent des fractions entières du prolétariat dans une pauvreté que l'on croyait révolue. Pour sauver immédiatement les taux de profit, le secteur le plus avancé du capitalisme mondial (secteur oligopolistique) a non seulement fluidifié la circulation du capital mais a aussi réduit la source de plus-value au point limite, mettant en péril les taux de profit actuels. Une telle dynamique du pire se distingue par un emploi successif de pseudo-palliatifs à la crise, qui en réalité, en sont autant de facteurs aggravants (14). Mais il existe d'autres paramètres qui peuvent aider à comprendre plus précisément à la fois les conditions mais aussi les modes opératoires de la lutte prolétarienne contemporaine. Ces déterminations de la conscience de classe du prolétariat, qui pour la plupart, freinent son élévation au degré révolutionnaire, sont multiples. Voici celles qui nous paraissent les plus importantes.

Facteurs de difficulté :

1) Les mutations de la structure de classe du prolétariat depuis les années 1950.

- La classe ouvrière a nettement diminué. Les ouvriers occupaient 40% des emplois en 1950, ils ne représentent qu'environ 25% de la population active aujourd'hui (15). En 2006, le taux de chômage officiel (c'est à dire bien inférieur au taux réel) des ouvriers était de 11,5% (16). Actuellement, les ouvriers sont à peu près 6 000 000 sur une population active de 23 000 000.

- Précarité importante de la classe ouvrière : 80% du travail temporaire correspond à des postes d'ouvriers.

- Atomisation du prolétariat : parce que l'industrie française s'est développée de façon prématurée sous l'ancien régime, parce que le prolétariat au 19ème siècle s'est lancé précipitamment et à plusieurs reprises à l'assaut du jeune capitalisme français, la bourgeoisie a toujours essayé d'éviter que se forment des bastions ouvriers (comme en foisonnent en Allemagne, Grande-Bretagne, Italie). Aussi, il existe peu de grands centres industriels dans le pays (17). Les usines sont souvent localisées dans de petites villes, voire en zone rurale. Les quelques concentrations importantes (Banlieue de Paris, de Saint-Etienne, de Lyon, Valenciennes...) ont fortement périçité à cause des fermetures de nombreux établissements à partir de la fin des années 1970. La production se réalise principalement dans de petites structures. Au 1er janvier 2007, sur une quantité totale de 2 925 124 entreprises, seules 2460 regroupaient plus de 500 salariés alors que 2 729 748 d'entre elles employaient moins de 10 personnes (18). Accroissement très important du travail improductif de valeur (administrations, services commerciaux, banques, assurances, forces de répression, secteur du luxe) depuis les années 1960.



2) Trahison permanente des représentants du prolétariat.

- A partir de 1981, l'offensive bourgeoise s'est principalement réalisée à travers les appareils de gauche (Parti socialiste, Parti Radical de Gauche) et d'extrême gauche (Parti Communiste, LCR, LO, OCI, qui ont tous voté pour l'ex cagoulard, ex secrétaire du maréchal Pétain, François Mitterrand). Le Mitterrandisme fut un régime de reconstruction brutale du capital français, et cela, au nom du socialisme. Se dessina une fracture profonde entre le prolétariat et sa représentation.

- En 1989, l'impact idéologique de la chute des bureaucraties socialistes fut très fort. Les effets sur la conscience de classe du prolétariat en furent d'autant plus néfastes que le Parti Communiste Français avait exercé, pendant plusieurs décennies, un quasi monopole du contrôle théorique et organisationnel des exploités. Le PCF était la première force stalinienne d'Europe de l'Ouest jusqu'en 1989. Abandon de la gauche et discrédit jeté sur le communisme avec tous les moyens à disposition de la bourgeoisie.

- Propagande féroce contre la lutte des classes (comme concept et force historique matérialisée) initiée dès le début des années 1980, dans le cadre de la révolution conservatrice mondiale. Cette attaque a été appuyée durement par la gauche et l'extrême gauche française. La première martelait les cerveaux des pires insatiables ultra libérales, par vagues successives, via ses Jacques Attali, François Furet, Bernard Tapie, et autres sectateurs de la fondation Saint-Simon (19). La seconde donnait la priorité à la négociation avec le patronat, au travers de l'Etat et des syndicats, s'enlisait dans l'antiracisme de manière ou même le nationalisme le plus infect (PCF). Balayer le matérialisme historique pour lui substituer un multiculturalisme post-moderne, totalement propice à la destruction de la valeur de la force de travail, tel fut le sens du projet de la gauche de la dévalorisation (20) qui, en France, ce pays du mai 1968 bourgeois libéral, put se déployer, durant 20 ans, en des dimensions nulles autre part égalées.

3) « Guerres préventives » de la bureaucratie syndicale.

- Intégration des grandes organisations syndicales (CGT, CGT-FO, CFTD, CFTC, UNSA, SUD) dans la gestion du Welfare state et de ses mutations (qui se manifestent par la réduction du salaire global). Les confédérations syndicales deviennent dès les années 1950, un ministère informel de la gestion sociale.

- A partir des années 1990, les grandes directions syndicales assument la fonction de colégislateurs aux niveaux national et européen (toutes les confédérations syndicales françaises sont membres de la Confédération Européenne des syndicats, structure qui participa aux élaborations des traités de Maastricht, Amsterdam, Nice, du projet de convention européenne et du traité de Lisbonne).

- Il existe des liens organiques puissants entre les grandes organisations syndicales et les réseaux patronaux

européens (« Confrontation Europe », « Le Siècle », « Sauvons l'Europe... ») (21).

- Les syndicats appliquent une stratégie de démobilisation de la lutte prolétarienne par le biais de tactiques d'étouffement et d'isolement des mouvements sociaux au bénéfice de la négociation systématique avec la bourgeoisie, c'est à dire la capitulation. (22)

- En interne, les grandes centrales syndicales s'acharnent à réprimer méthodiquement tout syndicaliste tentant de garder des positions de lutte de classe.

4) Eclipse de la communauté prolétarienne.

- La conséquence immédiate de la reconstitution inachevée de la force de travail sur des bases de dévalorisation (augmentation considérable du travail improductif et de « l'armée industrielle de réserve ») a été la destruction des solidarités ouvrières, l'écrasement symbolique du projet révolutionnaire prolétarien, la disparition tendancielle de l'identité de classe.

- Contamination des relations entre exploités par la réification marchande (23). La société spectaculaire-marchande (24) a favorisé la propagation universelle de la mentalité individualiste, petite-bourgeoise et platement pragmatique comme contre-modèle de la conscience prolétarienne dialecticienne. La démocratisation de l'accès à la propriété immobilière et à l'abondance de la camelote via l'accroissement vertigineux du crédit à la consommation a été un des vecteurs de cette dégradation.

- Réception populaire exponentielle à la dépravation marchande, à mesure que s'aggrave la réification mercantile des relations sociales : invasion du média marchand dans tous les domaines de l'existence.

- Graves menaces sur la mémoire prolétarienne, dans un univers qui est la négation en acte de la praxis révolutionnaire.

- Depuis 30 ans, réapparition inquiétante des identités réactionnaires en substitution à l'appartenance de classe : communautarisme, ethnicisme, nationalisme, religion.

5) Un projet révolutionnaire invisible depuis 30 ans.

- Le reflux de l'assaut prolétarien des années 60 et 70 s'est soldé par un échec pratique et théorique, qu'est venu confirmer l'écroulement du bloc de l'Est.

- Le léninisme, dans ses variantes staliniennes, maoïstes, trotskistes, a été le principal fossoyeur de la révolution prolétarienne. En s'emparant du mouvement révolutionnaire, les bolcheviks ont scellé le sort du projet prolétarien tout entier à celui de leur propre déroute historique. La confusion totalitaire entre la perspective de l'abolition de la société de classe et la terreur bureaucratique découle directement de cette falsification orchestrée à partir du camp même des exploités et, aujourd'hui, principal rempart de la forteresse idéologique bourgeoise.

- En renfort de l'abrutissement des masses par la marchandise, le sabotage mental réalisé par les appareils d'extrême gauche est considérable. Dans un premier temps, ces véritables machines de découragement du prolétariat vivace, séduisent des secteurs et individus combattifs que les contradictions capitalistes savent sans cesse renouveler. Puis, face au lamentable fonctionnement bureaucratique doublé de doctrines désespérément erronées, les fraîchement enrôlés sont rapidement gagnés par un nauséux dégoût dont ils préfèrent se débarrasser, au mieux, en retournant à l'ombre de la contestation autonome, au pire, en sombrant dans la capitulation résignée (25). Ce ménage scandaleux de la révolte s'effectue dans cette pathétique monotonie qui accompagne toute vieille spécialité assignée à l'entretien de l'ordre établi. Voiture balai de la répression bourgeoise, l'extrême gauche ne conserve que des éléments enracinés dans ces travers naturellement répugnants pour toute construction d'une force révolutionnaire authentique : le confort sectaire, l'imbécillité grégaire pouvant parfois confiner au fanatisme, l'esprit de clan enveloppé dans le culte de chefs minables... Il n'est donc pas surprenant d'observer les marxistes étatiques tisser de nombreuses passerelles avec des formations et personnalités réactionnaires, liens systématiquement justifiés par leur interprétation falsificatrice du matérialisme dialectique (26). Ainsi, le NPA, ATTAC, à l'instar du PCF, du PS et des Verts, entretiennent des rapports plus que douteux avec un islamisme qui ne dit pas son nom. Les considérations électoralistes déterminent en partie cet opportunisme des plus abjects. Mais le pire est qu'un certain nombre de ces crétins d'appareil croient sincèrement, en s'enlisant dans ces circonvolutions pseudo tactiques, libérer le prolétariat par l'alliance avec ses géoliers à longues barbes !

- L'ultra gauche, quant à elle, s'est petit à petit enfermée dans la spéculation théorique pour, en outre, s'abîmer en de monumentales erreurs d'analyse. Ainsi, sur les traces de Socialisme ou Barbarie qui avait conclu à la thèse de révolution inaudible, quelques mois avant mai 1968, elle se focalisait encore à décorifier les méfaits de l'abondance marchande et de son prolétariat intégré plusieurs années après l'apparition du chômage de masse. Alors que la bourgeoisie tissait des organisations d'une ampleur inédite, bouleversait à son unique avantage les conditions d'exploitation, elle se grattait la tête et se flagellait le dos, trop occupée à inventer des montages narcissiques aussi ridicules qu'inopérants (« inessentialisation de la valeur travail », « disparition du sujet révolutionnaire », « devenir bureaucratique du monde »...). Pire, une minorité d'entre elle se vautre dans les délires les plus sordides (négationnisme au nom de la lutte contre un soi-disant « centre de la mystification spectaculaire », c'est à dire l'existence des chambres à gaz).

- Nécessité criante de la rénovation théorico-pratique du mouvement révolutionnaire dans un continent, l'Europe, qui s'affirme peu à peu en tant que périphérie du centre de l'accumulation capitaliste, l'Asie.

II) Une bourgeoisie déchirée, discréditée, paniquée mais... fanatiquement jusqu'aboutiste.

Commentaires préliminaires

En vue de retarder l'effondrement du capitalisme, les exploiters livrent une guerre sociale ouverte contre tout ce qui se situe de l'autre côté de la barrière de classe, c'est-à-dire l'univers dans sa quasi totalité.

L'écrasement de la valeur de la force de travail et le pillage des ressources naturelles sont les deux piliers de la tactique à court terme de la préservation du taux de profit moyen. Dans les pays avancés, cette offensive a commencé au milieu des années 1970. Depuis, cette gigantesque attaque s'est principalement traduite par :

- Un chômage de masse chronique.
- L'appauvrissement du prolétariat (27).
- Le démantèlement du Welfare State (Etat Providence), auquel se substitue un « Warfare State » (Etat Pénitence).
- La destruction implacable des droits ouvriers et démocratiques.



En quelques décennies, cette politique a radicalisé la lutte des classes. Plus cette logique s'applique, plus elle doit se renforcer pour se perpétuer au milieu des ruines humaines et matérielles qu'elle engendre. Ces circonstances désastreuses exigent de la bourgeoisie une cohésion qu'elle n'a jamais eue et d'autant plus difficile à atteindre que le poids des épreuves l'entaille d'une myriade de failles (la cohésion de la classe capitaliste fait partie de ces objectifs, parfois consciemment exprimés, souvent inconsciemment désirés, qu'elle s'est fixés depuis ses origines sans jamais les avoir réalisés, et pour cause : les traits historiques fondamentaux de la bourgeoisie sont, notamment, la concurrence économique, la pluralité des points de vue, la recherche d'une variété maximale de terrains d'activité mercantile. Tous ces facteurs sont autant de sources d'intérêts contradictoires qui s'affrontent au sein même de cette classe). Ainsi, plus la classe dominante doit resserrer les rangs, plus les divisions internes tendent à s'y multiplier pour lui porter gravement préjudice. Depuis les années 1970, on ne compte plus les scandales judiciaires frappant l'élite politique et le monde des affaires, lesquels reflètent de féroces querelles intestines chez la classe dirigeante. Les derniers épisodes témoignent d'une violence rare au sommet de la hiérarchie sociale. L'affaire Clearstream voit s'empoigner deux anciens ministres d'un même gouvernement, d'un même parti : Dominique De Villepin et Nicolas Sarkozy. Cette intrigue révèle la guerre fratricide que se livrent les clans qui constituent la principale formation de Droite, l'UMP, censée s'être bâtie sur une union historique de la bourgeoisie française. En réalité, cette coalition de façade n'a aggloméré le gros des forces de la réaction que sur une courte durée, dans un sursaut de panique face au retard pris par la France sur le chemin de la dérégulation. Désormais, les couteaux sont tirés entre bandes chiraquiennes et gangs sarkozystes (28). En de pathétiques lacérations médiatiques, ces algarades compromettent jusqu'à la stabilité étatique, discréditant encore une fois les ordures au pouvoir, menaçant de faire sauter un des plus gros verrous de la politique bourgeoise : le secret défense. Par ailleurs, l'écrasement de la petite bourgeoisie par les hautes sphères du capitalisme modifie la conduite de celle-ci, qui finit par entrer en opposition avec les programmes économique-politiques prédominants. Le dernier exemple important de ce phénomène fut, en 2005, le rejet du projet de traité établissant une constitution européenne qui réunit les votes du prolétariat avec ceux de la petite bourgeoisie (d'expression nationaliste).

Aussi, l'un des paradoxes contemporains pourrait se résumer en cette formule : jamais la bourgeoisie n'a été aussi bien organisée sur les plans institutionnels et para-institutionnels alors qu'elle doit affronter des crises toujours plus fréquentes, fortes et polymorphes.

La classe dominante est discréditée et son illégitimité est toujours plus évidente

Une fois achevé le boom de la reconstruction qui dura 30 ans après la Seconde Guerre Mondiale, les capitalistes utilisèrent les appareils de gauche pour appliquer, en France, les politiques mises en place par la droite dans le reste du centre de l'impérialisme (Helmut Kohl, Reagan, Thatcher...).

De surcroît, la gauche française fournit les hommes qui, dans les années 1980, impulsèrent, les étapes décisives de la mutation des institutions européennes en vecteurs antidémocratiques de la politique patronale. De 1981 à 1986, le Parti Socialiste, appuyé par le Parti Communiste Français (qui se maintint au gouvernement de 1981 jusqu'à 1984), ont tenu les rennes de l'Etat. En 1982, ils nationalisèrent différentes grandes entreprises et banques françaises (Thomson, Saint-Gobin, Rhône-Poulenc, Saclor, Usinor, Paribas, Suez, CIC, Crédit du Nord, Banque Worms, notamment), abaissèrent la durée hebdomadaire du travail à

39 heures, votèrent la 5ème semaine de congés payés. Ces mesures n'avaient de « socialistes » que le titre car, en réalité, ce lot de nationalisations s'est échangé contre des indemnités mirifiques versées au patronat : 39 000 000 00 francs (29). Les multinationales françaises devaient restructurer les procès de production et de circulation de leur capital parce que les conditions de vive intensification de la concurrence internationale l'exigeaient. Mais cette rénovation s'élevait à un coût que seuls les contribuables (la plupart prolétaires) pouvaient assumer par le biais de l'Etat. A défaut de peser sur les propriétaires des moyens de production, les frais de la modernisation des grandes entités capitalistes françaises engagèrent toute la population. Cette nécessaire phase terminée, les entreprises nationalisées réintégrèrent le patrimoine privé de la bourgeoisie (1986-1988, 1993 jusqu'à nos jours). Entre 1997 et 2002, le gouvernement de « la gauche plurielle », constitué par le PS, le PC, les Verts, le PRG, privatisa le plus grand nombre d'entreprises publics depuis la fin de la dernière guerre. Quant aux quelques avancées sociales du début de la décennie 1980, elles s'accompagnèrent d'une aggravation des conditions de vie du prolétariat (un chômage de masses, une baisse drastique du salaire réel). Sur le plan purement économique, elles furent assorties d'une augmentation très forte de la productivité du travail (30), soutenue par la prolifération de méthodes managériales carcérales et un accroissement de la composition organique du capital. Parallèlement, la gauche poursuivit les grandes réformes du secteur industriel, amorcées à la fin des années 1970, en s'attaquant aux bastions ouvriers tels que la métallurgie, les bassins miniers et la construction automobile. Les staliniens réprimèrent, par le biais de la CGT, les grandes grèves à FIAT, Chausson, Citroën, Renault, Talbot (1982, 1983, 1984).



Durant les 5 années de gouvernement Jospin (1997-2002), le schéma identique de détournement tactique de l'aspiration populaire à s'émanciper du travail salarié fut appliqué. La loi Aubry sur les 35H permit une seconde vague de modernisation de l'appareil productif. Des chaînes entières de production furent rénovées, surtout dans les transnationales, grâce au surcroît de précarisation et de flexibilité de la main d'œuvre encouragé par cette loi. Un ajustement entre l'exploitation basée sur la plus-value relative et la réminiscence sectorielle de l'extraction de survalue absolue put être largement réalisé. En dépit des jérémiades d'apparat du MEDEF et de la CGPME, la profonde brèche dans le code du travail creusée par la loi sur les 35H, l'aggravation de la collaboration syndicale à la destruction des droits ouvriers qu'elle occasionna, le nouvel abaissement du coût du travail et la hausse de la rentabilité du travail qui s'en suivirent n'ont fait aucun doute sur le caractère réactionnaire de ce dispositif législatif. Cette politique inique de la gauche française a vite entraîné une réaction populaire de répulsion à son encontre. Depuis longtemps, le prolétariat identifie les responsables de ces partis politiques comme d'impardonnables traîtres, d'autant plus qu'ils avaient été portés aux plus hautes responsabilités étatiques par la gigantesque vague de contestation sociale lancée en 1968. Mais la gauche semble s'enfoncer pour l'éternité dans le cynisme. Elle profita rapidement de ce rejet pour manipuler le mécontentement. Ainsi, François Mitterrand soutint subrepticement le développement du Front National, parti d'extrême droite aux effectifs encore dérisoires en 1981. Rien d'étonnant pour ce socialiste de circonstance, qui dans les faits, n'a jamais renoncé à sa « jeunesse française » (31). Le calcul fut le suivant : plus fort serait le FN, plus il pourrait gêner la droite classique à remporter les élections. Cette stratégie puante aboutit au désastre pour ses instigateurs en 2002, lorsque le candidat du FN chassa du second tour des élections présidentielles Lionel Jospin. Depuis, le PS se noie dans une crise interne, pitoyable et grotesque. Ce piètre club de bourgeois charitables, qui s'est acharné à dynamiser jusqu'aux derniers symboles de la combativité ouvrière, est devenu ce qu'il a toujours été : un théâtre quotidien du pourrissement d'un opportunisme obscène, débordant de fourberie vénale et vérolé par l'insolente médiocrité de ses chefs.

Cette guerre menée contre le prolétariat par ses propres représentants entraîna la montée irrésistible de l'abstentionnisme populaire : le taux d'abstention des « ouvriers » et « employés » (Catégories socioprofessionnelles de l'INSEE) aux élections législatives de 2007 s'élevait respectivement à 49% et 42% ! La jeunesse aussi vote de moins en moins (51% d'abstention chez les moins de 25 ans à ces mêmes élections) (32). Ces chiffres ne tiennent pas compte des millions d'individus en âge légal de voter et non inscrits sur les listes électorales. Aussi, en recensant les non inscrits et les abstentionnistes, on découvre qu'en 2007 plus de 10 000 000 d'individus bravèrent l'insupportable propagande, en guise d'appel tout azimut au vote, en refusant de participer au second tour de la désignation du Président de la République.

Par ailleurs, les effectifs des militants des partis politiques sont très faibles depuis une trentaine d'années. En la matière, la France se distingue des autres pays européens par un désaveu populaire considérable envers l'engagement partisan. En dépit du gonflement des chiffres par chaque parti politique, aucun ne peut désormais revendiquer plus de 100 000 membres. La comparaison avec le reste de l'Europe riche est saisissante : en Grande Bretagne, le Labour Parti regroupe environ 2 500 000 militants, le Parti Conservateur à peu près 300 000, en Allemagne le SPD en compte 700 000, la CDU près de 615 000, en Espagne le Parti Populaire déclare 600 000 adhérents. La droite française n'a jamais disposé d'organisations de masse depuis les années 1930 (l'ensemble des liges fascistes équivalait à 500 000 personnes en 1934). L'hémorragie militante a surtout affecté la gauche et le phénomène empire puisque le PS a perdu la moitié de ses effectifs en 20 ans : 200 000 en 1989, moins de 100 000 aujourd'hui. Le PCF, fier de ses 1 000 000 de militants en 1945, n'en dénombre plus que 600 000 en 1975 et même pas 100 000 en 2009. De nos jours, seulement 1% de la population adulte possède une carte d'adhésion à un parti politique. Toutefois, cela n'atteste pas d'une indifférence pour les affaires publiques puisque l'univers associatif s'est considérablement agrandi ces dernières décennies.

Il faut souligner que ce rejet avéré de la politique institutionnelle ne joue guère, pour le moment, au bénéfice de la construction d'une authentique organisation révolutionnaire, en raison des paramètres abordés plus haut. Si, récemment, moult petits groupes ont apparu « à la gauche de l'extrême gauche », ils restent encore très dispersés. De 1984 à 2007, les classes populaires n'ont pas seulement usé de l'abstention pour exprimer leur profond mécontentement. Une fraction d'entre elles a constitué l'électorat et, dans certains cas, la piétaille du FN. Quelques

ouvriers, de nombreux petits commerçants et artisans ont formé le gros de ce contingent. Le vote FN a pour racine le chômage, la désindustrialisation, le désespoir face à un présent sans issue et un avenir condamné. Dans un pays au passé colonialiste éhonté et composé d'ethnies d'origines très diverses, la manipulation xénophobe est très efficace. Néanmoins, jamais le FN n'a réussi à rassembler plus de 50 000 membres. A partir de 2002, la politique de réaction impulsée par Nicolas Sarkozy a permis à l'UMP de faire main basse sur les électeurs d'extrême droite. Depuis, le FN traverse une crise aiguë, qui lui sera certainement fatale.

C'est également au sein de l'entreprise que s'approfondit le discrédit à l'endroit des dirigeants et de leur idéologie. Agressés journalièrement et depuis trop longtemps par les escouades de managers qu'on a placés à chaque point stratégique des procès de production et de circulation du capital, les travailleurs n'enragent pas seulement une colère qui ne demande qu'à exploser dans une violence vengeresse. Ils constatent aussi l'ineptie permanente de la relation salariale, les rapports humains indigents qu'elle exige, où la communication surfaite sert à camoufler les pré requis véritables sans quoi il est presque impossible de décrocher et de conserver un emploi : le mensonge, l'indigne docilité à l'égard des supérieurs, qui n'ont pour qualité que celle d'être plus sornois que la moyenne, l'intransigeance imbécile envers les subalternes, qu'il faut dissuader de s'écarter d'inatteignables objectifs de productivité. Plus il croit reconstituer la vie sur ses propres critères de rentabilité disciplinaire, plus le monde merveilleux de l'entreprise se détache grossièrement des bases de toute existence décente. C'est là la source d'une aversion définitive pour le travail que les exploités ne pourront bientôt plus taire. A cela s'ajoute aussi bien l'écroulement douloureux des illusions nourries dans les années 1980 sur le « tous champions, tous riches » que les promesses non tenues, tant sur les possibilités d'évolution dans la hiérarchie que sur le confort, plus que chimérique, des postes d'encadrement où le gain sur la rémunération, toujours plus précaire, s'échange contre des sacrifices personnels, toujours plus accablants. La tournure que prennent les événements depuis juillet 2008 braque une lumière crue sur les sommets de l'entreprise, ces sphères interdites où la dépravation mafieuse rivalise avec la goinfre financierière criminelle.

Depuis la fin de la Seconde Guerre Mondiale, la population n'a jamais autant remis en question la légitimité de la bourgeoisie, ce terme se cachant sous celui, plus usité, d'élite. L'époque de la présidence gaullienne où la classe dominante bénéficiait encore d'un prestige intimidant est révolue et ne reviendra plus. Mai 1968 a détruit les grandes références de la bourgeoisie (l'ordre moral, l'autorité incontestable, les valeurs monothéistes) sans pour autant avoir liquidé la propriété privée des moyens de production. Face à une société rendue difficile à maîtriser par ses propres nécessaires mutations superstructurelles (33) les capitalistes tentent de renforcer leur domination non seulement par la répression policière et judiciaire mais aussi en rétablissant d'ancestrales valeurs rétrogrades, comme la religion et la morale autoritaire. Au passage, cette reconquête des corps et des esprits servirait d'angles de frappe supplémentaires contre les droits ouvriers et démocratiques (34). Ainsi, les attaques contre la laïcité se multiplient depuis 15 ans. La religion musulmane et les sectes protestantes sont plus implantées dans les zones de population pauvre que le christianisme, déserté par la populace. S'esquisse un retour de l'ordre moral qui ne se manifeste pas encore par une législation adéquate. Néanmoins, l'archaïque conservatisme populaire montre partout des signes de recrudescence, surtout au travers de la croyance islamique (conduites patriarcales, obscurantisme prosélyte, puritanisme plus que croupis, arrogance mystique) que les prises de position très médiatiques de la haute bourgeoisie politicienne viennent encourager (actes d'allégeance des Chirac au Pape, idem de la part de Sarkozy. On ne compte plus les occasions où ce chanoine honoraire de Saint-Jean de Latran s'est déversé en louanges à la tyrannie religieuse) (35). Les conglomerats médiatiques n'oublient jamais d'aborder la thématique religieuse : dans un pays de réputation anticléricale, le matraquage spectaculaire vise à familiariser chaque exploité avec la foi, cette perception autant aliénée qu'aliénante de l'existence. Mais l'appui de l'élite à l'endoctrinement religieux du prolétariat ne se cantonne pas aux déclarations dans la presse. En 2003, la création d'un Conseil Français du Culte Musulman, ébauchée par la gauche et achevée par la droite est venue officialiser une offensive communautariste vieille de près de 15 ans (36). Il s'agit d'instrumentaliser des traditions culturelles issues du Maghreb, du Moyen Orient et d'Afrique noire au service du cloisonnement des populations dans des carcans ethniques, religieux, voire claniques. Le but est de dynamiter le socle dérangeant de la république, tel que les révolutionnaires de 1789 l'avaient institué, pour mieux rallier les masses dans leur guerre impitoyable contre l'aristocratie la plus puissante du monde. Cette clef de voûte d'une universalité bourgeoise qui désormais empêche la rentable prévisibilité des comportements de consommation, chère au marketing, que permettrait l'enclave communautaire, c'est le citoyen libre de pensée et d'agir, égal à ses pairs devant la loi. Son corollaire, la chose publique, définie comme espace assurant le lien social et échappant au marché est, bien évidemment, elle aussi une cible première des actuels identitarismes purulents. Pour tenter de garantir la paix sociale tout en dynamisant les marchés, la classe dominante et ses moyenâgeux relais de terrain détruisent les quelques contributions que celle-ci avait su apporter à la civilisation humaine, nées du processus farouchement contradictoire de la lutte des classes. Ce dessein barbare s'articule autour d'une multiplicité d'axes tactiques. Ainsi le pouvoir use d'un double discours terrorisant qui :

- 1) Au nom de la lutte anti-terroriste, assimile de force les français originaires de l'immigration des pays pauvres à une communauté identifiée négativement par son fantasmatique potentiel à porter atteinte à la sécurité nationale et au consensus social (37).
- 2) Au nom de la liberté de culte, referme la porte d'une prison identitaire sur ces mêmes populations en encourageant le développement de la gangrène religieuse, sous ses aspects organisés comme simplement individuels.

Le prolétaire, femme ou homme, issu d'une famille musulmane et qui s'affirme en tant qu'athée échappe totalement à ce prisme. Cette grille de lecture stigmatisante est retournée dans tous les sens par les identitaristes sévissant d'un bout à l'autre de l'échiquier politique (qu'ils aient les baveries poutinistes d'un Alain Bonnet de Soral ou qu'ils éreudent les homélies policières de « Socialisme par en Bas », actuellement au NPA). Dans la même veine, la loi de mars 2004 interdisant le port de signes religieux ostensibles dans les établissements scolaires a consacré la distinction religieuse en tant que vecteur d'affirmation autant personnelle, communautaire, que générationnelle et ce, après 20 ans d'enrôlement croissant d'une partie de la jeunesse pauvre par les imams. Le regain de l'épidémie de voiles islamiques sur les têtes des jeunes filles qui s'en suivit montra le sens véritable de cette mesure. Mais l'infection religieuse chez les basses couches du prolétariat ne serait pas si avancée sans la

fonction supplétive aux défuntés organisations des « politiques de jeunesse » qu'elle remplit dorénavant à la dimension locale. Afin de tenir les quartiers socialement agités, les municipalités, de gauche comme de droite, sont de plus en plus nombreuses à subventionner des associations de 1901 dont la vitrine « culturelle » ne saurait dissimuler une vocation abruptement confessionnelle. La plupart du temps ces groupements s'inscrivent dans un dispositif plus large de déploiement religieux centré autour de la construction d'une mosquée ou d'un temple, dont le terrain est accordé contre une somme modique par les autorités locales. Dans ces circonstances, les marchands n'hésitent pas à profiter des mannes nouvelles offertes par la structuration de la demande que ces conduites communautaristes façonnent. Souvent même, ils forcent la tendance, tels les vendeurs d'installation d'antennes télévisuelles satellites qui incluent automatiquement dans leur produit un large bouquet de chaînes de propagande provenant des dictatures du Maghreb ou du Moyen Orient. De même, les rayons de nourriture halal ou kasher se sont massivement répandus ces 5 dernières années au sein des grandes surfaces localisées à proximité du ghetto. La religion a toujours fait bon ménage avec l'exploitation. En conséquence, la classe dominante tente de dérouter cette vieille arme et s'en servir comme outil chirurgical de déchiement du prolétariat. Il faut morceler la conscience de celui-ci pour mieux en finir avec son unité de classe et construire la dictature, certes fragile, qui saura assoier l'illégitimité flagrante du bourgeois sur la répression mêlée à la séduction marchande. Dans ces conditions, le sentiment de vivre dans un monde sans projet de société et constamment menaçant est très diffus. Les grandes illusions de la « société des loisirs », laquelle devait, selon les envolées lyriques d'André Malraux, être un nouveau programme de civilisation, ont fait long feu. De nos jours, la majorité des gens perçoit les responsables politiques pour ce qu'ils sont, de méprisables affairistes, et leur fait régulièrement savoir. Il y a quelques temps, des jeunes ont craché à la gueule de Jacques Chirac qui venait s'aventurer dans les zoos humains que sa classe a sciemment fait bâtir en périphérie des quartiers huppés. Mais c'est le misérable Nicolas Sarkozy qui se place en tête du palmarès des brimades populaires : le lot d'injures et autres manifestations de détestation à l'encontre de ce rescapé de la République de Salo est tel que chacun de ses déplacements à l'intérieur du pays nécessite une carnavalesque mobilisation de centaines de flics.

Criminaliser l'ennemi prolétarien

La guerre sociale déclenchée contre le capital variable à partir des années 1970 a révélé un changement de perception de la classe prolétarienne par les dominants.

Abandonnant une posture principalement défensive et plutôt tolérante pendant les trente glorieuses, les capitalistes optèrent pour une offensive aussi bien économique et sociale que trivialement policière. Raymond Marcellin, fasciste recyclé ministre de la droite gaulliste de 1968 à 1974, lança une vague de répression qui frappa décisivement les groupes révolutionnaires. C'est à cette période que s'établirent les fondements du brutal traitement social actuel. Depuis la bourgeoisie n'a pas cessé de développer son arsenal législatif en matière pénale et de moderniser son appareil coercitif. Si François Mitterrand abolit la peine de mort, en 1986, le ministre de l'intérieur Charles Pasqua durcit la réclusion criminelle à perpétuité en relevant sa période de sûreté à 30 ans. Au même moment, apparurent les juges antiterroristes. En 1994, la réforme du code pénal augmenta les condamnations pour crimes de 20 à 30 ans, de 5 à 10 ans pour les délits. Un an plus tard, Charles Pasqua, amplifia les pouvoirs de la police et autorisa l'utilisation massive de la vidéosurveillance et du contrôle tout azimut de la population par la mise en place du fameux « Plan Vigipirate ». L'année suivante, il introduisit dans le code pénal l'accusation d'« association de malfaiteurs en vue de commettre une infraction terroriste », premier germe d'une législation doublée d'une jurisprudence qui allait consacrer, dans un futur proche, le règne sordide de l'arbitraire. Entre 1997 et 2002, la « gauche plurielle » n'hésita pas à instaurer un véritable climat de paranoïa et revendiqua sa pleine et entière adhésion au mot d'ordre des ultra réactionnaires d'outre Atlantique : « tolérance zéro pour les délinquants ». La « loi de sécurité quotidienne » promulguée par Lionel Jospin en novembre 2001, renforça considérablement les compétences policières dans le domaine de la lutte contre le terrorisme (investigation, durée de la garde à vue, surveillance d'Internet, augmentation des pouvoirs des milices privées) (38). Sans surprise, la campagne électorale de 2002 se focalisa sur le thème de la sécurité. En 2003, le parlement vota la « loi pour la sécurité intérieure » élaborée par les services de Dominique Perben et Nicolas Sarkozy. Ce texte créa de nouveaux délits et de nouvelles sanctions contre un large panel d'expressions de la pauvreté (squats, prostitution, mendicité, bandes de jeunes, commerce des armes...). Evidemment les moyens légaux des forces de l'ordre furent encore multipliés : création de fichiers ADN, extension du contrôle sur les citoyens, prolongation de la durée de la garde à vue... En 2004, la « loi Perben II » (Loi d'adaptation de la Justice à l'évolution de la criminalité) apparut comme une nouvelle déclaration de guerre contre le peu de libertés publiques restantes. Elle augmenta les pouvoirs répressifs de telle sorte qu'elle confirma la conformation de la France au modèle de régime policier états-unien (Patriot Act I et II) : explosion de la quantité des fichiers policiers (si bien qu'en 2009, il existe 58 de ces registres, dont 70% furent créés ces 3 dernières années (39)), large autorisation de la perquisition de nuit, nouvelle extension de la prolongation de la garde à vue, augmentation des moyens humains et matériels de contrôle et d'enquête pour la police et la gendarmerie. De plus, par cet acte, le législateur décida d'en finir avec la séparation des pouvoirs, principe constitutionnel fondateur de la République Française, en réduisant dramatiquement la distinction réelle entre l'Exécutif et le Judiciaire : les magistrats ne sont plus que des auxiliaires de police à cause de la légalisation de la procédure du « Plaider coupable ». Au passage, on liquida un autre principe constitutionnel, la



présomption d'innocence. En 2006, « la loi relative à la lutte contre le terrorisme » de Nicolas Sarkozy est venue durcir et généraliser l'infâme persécution des immigrés clandestins. Elle étendit également les conditions de vidéosurveillance dans les lieux publics et privés, fortifia les compétences des services de renseignement. Quelques mois plus tard, une importante réorganisation de ces derniers visa à les concentrer contre l'ennemi intérieur, c'est à dire tout un chacun (40). Preuve de la plus écœurante paranoïa dans laquelle se complait la bourgeoisie, « La loi relative à la prévention de la délinquance » de mars 2007 rendit obligatoire la détection des troubles du comportement chez le jeune enfant, considéré comme un délinquant potentiel. Elle poursuivit la mutation de l'Etat providence en Etat pénitence puisqu'elle subordonne désormais l'action des services éducatifs, psychiatriques et sociaux aux impératifs policiers (création de nouvelles infractions, modifiant 73 articles du code pénal, fin de l'« excuse de minorité » pour infliger aux mineurs de plus de 16 ans les mêmes sanctions auparavant destinées aux adultes, le maire centralise les informations recensées par les travailleurs sociaux, psychiatriques et éducatifs sur ses administrés. Celui-ci devient le pivot d'une politique de culpabilisation des familles, faisant reposer sur les plus pauvres l'entière responsabilité des troubles sociaux). Depuis 2008, les lois réactionnaires ont été décuplées (contre les immigrés, autorisant le fichage de la population sur des critères ethniques, sexuels et politiques). La plupart de ces mesures despotiques rencontrent une vive résistance des professionnels chargés de les mettre en œuvre (surtout au sein de l'administration judiciaire, de l'Education Nationale et des services sociaux). Au contraire, les forces de l'ordre accueillent ces différentes réformes avec satisfaction. Malgré quelques contestations sur les conditions de travail et les salaires (notamment sur le non paiement des heures supplémentaires), la maréchaussée obéit avec un zèle inouï aux ordres les plus vils de la bourgeoisie. Rien d'étonnant dans un pays où la police et l'armée se sont distinguées par leur violence sadique au service des fractions les plus monstrueuses de la classe dominante (Pour n'évoquer que quelques exemples saisissants : Commune de Paris, Administration de Vichy, pacifications algérienne et malgache, etc...). Si l'élite a pris soin de coller une grosse étiquette républicaine à sa milice d'Etat au sortir de la Seconde Guerre Mondiale, c'est parce que cette institution n'a jamais autant exhibé son essence assassine (hormis d'honorables exceptions) que sous le maréchal Pétain. Cette sombre réalité a continué de s'aggraver à partir des années 1980. En effet, la police a considérablement modernisé ses méthodes, son organisation et son matériel. Ses effectifs se sont fortement élevés (20 000 fonctionnaires de plus depuis 1997). Diverses forces spéciales sont apparues (BAC, GIGN, GIPN, GIR, RAID). Elles sont puissamment armées, dotées d'un équipement de la dernière sophistication, et très entraînées. Les exactions policières se sont déchaînées depuis une quinzaine d'années au point que de nombreuses ONG alertent régulièrement les pouvoirs publics à ce sujet (41). Désormais, il ne fait aucun doute que la grande majorité de la population perçoit les forces de l'ordre comme un groupe distinct du corps social, dangereux et menaçant (42). Le mythe d'une police citoyenne n'a plus cours. Récemment, l'arrestation spectaculaire d'un cercle d'amis comptant 8 personnes, accusé de former une bande terroriste d'ultra gauche par Michèle Alliot-Marie s'est rapidement changée en fiasco retentissant, laissant éclater une myriade de plaidoyers contre les méthodes dictatoriales de « l'anti-terrorisme ». Finalement, dans une situation politiquement instable, le gouvernement a libéré ces détenus trop incommodants. Avec 99 000 gendarmes et 145 000 policiers, la France compte 400 flics pour 100 000 habitants, ce qui la met en tête des pays les plus policiers d'Europe. Quant à la politique pénitentiaire française, elle est des plus impitoyables. De nos jours, le taux d'incarcération atteint le niveau historique de 1945. La situation dans les prisons (maisons d'arrêt et centres de détention) est alarmante. La surpopulation carcérale a dépassé les limites du supportable : il y a 64 250 détenus pour 51 000 places ! Les suicides en taule sont 7 fois plus nombreux qu'à l'extérieur (43). De nombreuses associations condamnent sans relâche cet emblème d'un archaïsme barbare. Mais la bourgeoisie, qui s'amuse fréquemment à jouer l'indignée dans les médias, tient, en réalité, à durcir l'appareil carcéral. L'enjeu est primordial : plus l'inhumanité prévaudra en prison, plus elle saura irradier toute la société d'une terreur dissuasive. Pour ce qui est de l'armée, une réforme importante est à l'œuvre. Son but est de déployer les unités sur une nouvelle répartition géographique, de privilégier la préparation aux opérations de maintien de l'ordre intérieur (émeutes, insurrections) et de défendre les intérêts nationaux dans le monde. On assiste à un accroissement important des manœuvres en terrain urbain, prémisses certaines de proches événements historiques (44).

L'Union européenne : arène de l'accumulation cannibale du capital

La guerre antiprolétarienne est menée en vue de l'édification d'un univers sans obstacle à la valorisation du capital. Mais ce processus menace jusqu'à la viabilité même du régime capitaliste à moyen terme.

En effet, celui-ci rogne les investissements vitaux à sa reproduction élargie et leur substitue un pillage croissant des infrastructures et de l'environnement naturel. L'impossibilité de réaliser concrètement la valeur revendiquée par l'énorme excès de titres à la plus-value sur les places boursières conduit à maintenir coûte que coûte le montant de ces actifs au travers du mécanisme de la dette (soutenue par les politiques monétaires étatiques) et des opérations spéculatives. Depuis l'unification du système monétaire international au sortir de la Seconde Guerre Mondiale et, surtout, à partir de la fin des années 1960, toute la politique d'endettement des pays avancés assise sur l'hégémonie du dollar a consisté à soutenir la valeur factice de milliers de milliards de dollars, à mesure que s'élevait le coût de reproduction du capital social total. La financiarisation de l'économie, débutée en France avec l'obligation faite à l'Etat d'emprunter à des



créanciers privés (décision prise en 1973 par Georges Pompidou, ancien directeur général de la banque Rothschild (45), formalisée dans le Traité de Maastricht par son article 104 et dans le traité de Lisbonne par son article 123 (46)) correspond à une stratégie de fuite en avant du capitalisme mondial. La politique de la Banque Centrale Européenne, organisme dont l'indépendance face au pouvoir politique lui permet d'être l'instrument des marchés financiers, a enfermé la politique économique dans les tenailles des bas taux d'intérêts (Entre 1999 et 2006, le taux des opérations de refinancement, principal taux directeur de la zone euro, a été de seulement 2,9% en moyenne annuelle, soit un niveau près de trois fois inférieur à celui des années 1980). L'obsession de combattre et de prévenir l'inflation s'est calquée sur les ordres des grands argentiers tout en encourageant la spéculation débridée et la hausse fantastique du crédit. La dette externe des nations avancées s'est sensiblement creusée afin de soutenir les quantités croissantes de capital fictif en circulation. En 1980, la dette publique de la France représentait 21% du PIB, en 2009 elle s'élève à 77,1% du PIB, dépassant de loin les critères définis par le Pacte de stabilité monétaire (60% du PIB). Celle-ci est possédée à 60% par des financiers étrangers.

Dès le début des sixties, le capital aux USA était devenu trop performant pour que ses propriétaires continuent de le reproduire à une dimension plus vaste. Autrement dit, le développement des forces productives avait atteint un niveau tel qu'il compromettrait la progression de la plus-value. Cette contradiction allait bientôt frapper l'ensemble des économies riches. Plus la productivité augmente, plus son coût s'accroît, plus il est onéreux de la soutenir, d'autant que l'innovation technologique déprécie à un rythme accru le capital basé sur les précédentes découvertes. Dans ces conditions, la menace de la baisse tendancielle du taux de profit moyen pèse en faveur du développement de mesures capitalistes, aussi compensatrices que suicidaires : propagation de l'accumulation primitive (la création de valeur ne s'effectue pas sur l'échange d'équivalents mais à partir du pillage pur et simple, c'est à dire la prolifération de populations jusque là épargnées par l'exploitation capitaliste, la dévastation des ressources naturelles et l'épuisement des unités de production ou des infrastructures). Elle s'accompagne d'une attaque contre la valeur de la force de travail (baisse du salaire global en dessous de son coût de reproduction) et d'une prolifération du capital fictif (47). La guerre mondiale était l'issue de dernier recours sur laquelle cette logique suraccumulation-dévalorisation débouchait autrefois. Mais, depuis près de 60 ans, celle-ci est verrouillée par l'apocalypse que fait peser sur la destinée humaine le recours potentiel à l'arme nucléaire. A présent, le système capitaliste semble connaître une agonie lente, rythmée par de violentes accélérations (la fréquence des crises mondiales s'accroît depuis 1987. Celles-ci sont toujours plus sérieuses). La crise dans la crise, ouverte depuis juillet 2007 a marqué une aggravation décisive de la problématique insurmontable du capitalisme. Le pronostic vital de la société de classe est dorénavant engagé. L'élite n'a trouvé d'autre moyen pour soigner le malade que celui de lui transfuser une quantité supplémentaire de sang empoisonné (explosion de la dette et injections de quantités titanesques de liquidité par les banques centrales) (48). L'importante destruction de capital fictif dans les mois passés (rien qu'en octobre 2008, 25 000 milliards de dollars furent réduits en cendres sur les marchés mondiaux) laisse déjà la place à une nouvelle suraccumulation funibonde, mais cette fois sur des bases productives sinistrées. La récente crise de la liquidité n'a pu être palliée que grâce à une gigantesque déflation, symptôme d'une dévalorisation qui n'a pas fini de détruire l'appareil productif. Si la production industrielle mondiale, tirée par la locomotive asiatique, est repartie à la hausse à partir d'avril 2009, 4 mois plus tard, elle était toujours inférieure de 10 % à son pic enregistré en février 2008. Quant à la chute des récents taux de rendement de la production industrielle française, elle a été bien pire que durant la crise de 1929 (49). Malgré quelques soubresauts, le commerce international reste prisonnier du marasme. En août 2009, le volume des échanges mondiaux stagnait à 18% au dessous de son niveau le plus fort atteint en avril 2008 (50).

Dans ces conditions, les dispositifs institutionnels et commerciaux établis ces 30 dernières années à tous les niveaux risquent, non pas d'être balayés par un retour de l'Etat providence, ce qui est aujourd'hui financièrement plus que jamais insoutenable, mais de mûrir prématurément en autant de piliers fragiles à une guerre sociale totale. C'est le chemin que prend inéluctablement l'Union européenne.

La construction européenne, qui connut une prodigieuse accélération après 1973, est l'entreprise de réforme la plus significative depuis les grands bouleversements intervenus aux 18^{ème} et 19^{ème} siècles. Il s'agit de recomposer la totalité de l'architecture économique, politique et sociale afin de balayer tout frein à l'accumulation capitaliste. Cela implique que les transnationales prennent directement les commandes de la politique. Aussi, ce dispositif continental ne multiplie qu'en apparence les niveaux de décision, laissant croire à une démocratisation de l'Etat. En réalité, la priorité est à la concentration subreptice du pouvoir dans les mains du grand capital.

L'érection de l'Europe, en tant que projet d'unification politico-économique des bourgeoisies du continent, se résume à la confiscation de la souveraineté populaire par les sphères patronales. Cela ne signifie évidemment pas que la démocratie bourgeoise laissait, jusque là, commander la volonté populaire. Mais le suffrage universel était un instrument que les dirigeants devaient utiliser avec subtilité et patience pour en tirer le maximum de bénéfices en terme de manipulation de l'opinion et de paix sociale. Ils ne devaient pas non plus attenter trop brutalement aux droits démocratiques, qu'ils avaient dû concéder aux exploités au long de la lutte des classes. Le maillage politique européen est parvenu à se débarrasser de cet inconvénient en neutralisant l'impact politique du vote des masses. Il a transformé les parlements nationaux en chambres d'enregistrement, dont les lois sont à 85% des transpositions de directives élaborées par la Commission européenne. Cette instance est composée de technocrates non élus mais choisis par le Conseil de l'Union européenne, qui réunit les ministres des gouvernements des pays membres. Ce sont donc bien les bourgeoisies de chaque pays qui, au travers de leur exécutif respectif, décident de la structure politique des institutions européennes. Il n'existe pas de forces supranationales, en contradiction avec les intérêts des élites locales, qui leur dicteraient la marche à suivre. Cette vérité invalide catégoriquement les analyses chauvines du Parti Ouvrier Indépendant, dont la ritournelle est la dénonciation d'un supposé rapt des prérogatives de la nation par d'invisibles sphères dirigeantes, formées au niveau mondial. En réalité, le schéma de décision est le suivant : l'Exécutif de chaque pays désigne les membres de la Commission européenne, laquelle possède le monopole de l'initiative législative. Le Parlement européen, qui n'a aucun pouvoir de proposition législative se prononce à partir des projets de textes de la Commission. Ce mécanisme fondamental de l'Union Européenne n'est pas modifié par le traité de Lisbonne. Celle-ci est donc assise sur des principes antidémocratiques puisque le peuple n'élit ni la Commission européenne, ni le Conseil de l'Union. Cette formule dictatoriale permet d'écarter le pouvoir politique réel du suffrage universel, c'est à dire le contrôle minimal des citoyens. En complicité avec les élites

administratives et politiques, les réseaux industriels et financiers ont réussi à plonger l'espace politique dans une opacité absolue, laissant à la périphérie les restes de la défunte souveraineté populaire et ses futiles prérogatives. Désormais, le patronat peut diriger directement les affaires publiques, en les subordonnant à ses bas intérêts privés, à l'abri des avatars de l'obsoleète système démocratique bourgeois. Plus que jamais, la fusion entre les différentes composantes de la grande bourgeoisie (industrielle, financière, étatique) est réalisée (51). Depuis le début des années 1980, cet assemblage politico-affairiste s'est incarné chez les personnalités clefs de la construction de l'Europe oligarchique. Celles-ci combinent la fonction de dirigeant institutionnel avec l'appartenance au monde du grand capital tant européen que yankee, et n'oublent pas de s'engager au sein de forces théocratiques. Voici certains de ces présidents et commissaires européens : Jacques Santer (General Mediteranean Holding, Opus Dei), Pascal Lamy (Rand Corporation, MEDEF), Peter Mandelson (Ditchley Foundation), Jose Manuel Durão Barroso (Latsis, Universidad catolica de São Paulo), Etienne Davignon, vice-président de la Commission européenne de 1981 à 1985, membre du groupe Bilderberg depuis 1974, fondateur de l'ERT (European Table of Industrials) en 1983, principal groupe de pression patronal sur le continent. L'ERT est un composant de l'immense force de travail intellectuelle capitaliste, organisée en une multitude d'agences, de réseaux et de sociétés de conseil, pour imposer et superviser les ordres patronaux aux technocrates de Bruxelles. Parmi ces groupes, Business Europe (ex UNICE, c'est le MEDEF à l'échelle européenne), Europabio, l'AMCHAM, le TABD, le TPN sont les plus influents. Les commissaires européens suivent systématiquement leurs « préconisations ». Ce sont les réseaux patronaux qui ont planifié et impulsé les différentes étapes de la construction européenne, depuis leur traité de Maastricht. Sans scrupules, ils clament fièrement leur volonté de transformer l'Europe en « l'économie de la connaissance la plus compétitive et dynamique du monde d'ici à 2010, capable d'une croissance économique durable accompagnée d'une amélioration quantitative et qualitative de l'emploi et d'une plus grande cohésion sociale » (objectif stratégique formulé par le Conseil Européen réuni à Lisbonne en 2000). Le continent doit devenir une zone de concurrence maximale dans tous les aspects des activités humaines. La réalité sociale doit servir de matériau malléable par un capital frénétique toujours en recherche de nouveaux champs de valorisation. Dans cette optique, la politique européenne est étroitement liée aux institutions planétaires, commerciales et financières : l'OMC, le FMI... L'une des tâches premières des technocrates européens est de décider au sein de ces instances puis d'élaborer, au nom de l'Union Européenne, les mesures d'application du programme ainsi établi. L'AMI (Accord Multilatéral sur les Investissements), conçu à l'OCDE devait se matérialiser en 1998. Ce projet échoua en raison de la résistance des peuples (52). Mais l'AGCS (Accord Général sur le Commerce et les Services), négocié par l'obscur « Comité 133 » (officine composée de fonctionnaires et d'hommes politiques européens et nationaux, dont les activités et décisions sont confidentielles) à l'OMC est entrain d'imposer sa logique de détraquement effréné en Europe. Cet accord considère l'autorité des pouvoirs locaux comme un obstacle à la libéralisation des services. Pour instaurer une « économie de libre marché, où la concurrence est libre et non faussée », la bourgeoisie tente donc de démanteler le Welfare State, c'est à dire la protection sociale, les droits ouvriers, et les services publics. En ce sens, les gouvernements européens systématisent la privatisation bon marché des grandes entreprises et administrations étatiques. L'actualité de l'« accumulation primitive », concept marxien enrichi par les travaux de Rosa Luxembourg, est ici d'une percutante pertinence : les anciennes propriétés publiques sont bradées à des pillards qui les font plonger immédiatement en deçà de leur coût de reproduction. En d'autres termes, ces unités de production sont mises à profit jusqu'à la ruine sans que l'entretien ni l'investissement nécessaires à leur bonne marche soient réalisés. L'exemple saisissant de ce mécanisme crapuleux fut la privatisation de chemins de fer en Grande-Bretagne qui provoqua des accidents de trains, d'une fréquence et d'une gravité jamais observées auparavant. Un autre fut celui de la spectaculaire panne d'électricité qui paralysa durant plusieurs heures la Californie en 2003, en raison des pénuries artificielles d'énergie déclinées par les opérateurs boursiers pour en faire monter le prix. Les ravages de cette politique confinent à l'absurde : dégradation vertigineuse des conditions de vie de la population, détérioration des prestations dès qu'elles sont à la charge du secteur privé, celui-ci démontrant son incapacité criante à répondre efficacement aux besoins sociaux. La communication, l'éducation, l'énergie, la recherche, les systèmes de santé et de retraite, les transports, le code du travail sont autant de proies à la rapacité des transnationales. La hausse des prix des services anciennement publics, les suppressions d'hôpitaux, de bureaux de postes, de nombreuses lignes de chemin de fer... etc : les signes de régression sont incommensurables. Pour que ce tableau catastrophique soit complet, il faut y ajouter la transformation de l'Europe en un marché du travail qui aplatit le coût du capital variable. Dans cette perspective, l'entrée de la Grèce en 1981, de l'Espagne et du Portugal en 1986 dans le Marché Commun, ainsi que l'adhésion des pays de l'Est à l'Union européenne, sont venus accentuer l'effondrement du salaire réel sur le continent. La facilité de mobilité et d'installation des transnationales à l'intérieur de la zone euro met directement en concurrence avec le salariat des pays de tête (Allemagne, France, Pays bas...). des travailleurs démunis des droits sociaux élémentaires et au coût d'exploitation deux à trois inférieurs (pays de l'Est, Espagne, Portugal...). A terme, le but est de détruire le prolétariat en tant que classe organisée. La réapparition d'un proto prolétariat, jeté sans aucune défense à la voracité patronale, se dessine petit à petit. En ce sens, et sous couvert de la réécriture du code du travail français entreprise depuis 2008, une véritable *blitz grieg* clandestine s'accomplit, visant à anéantir rapidement la législation protectrice des travailleurs, dont certains pans sont vieux de 150 ans. Conforme aux objectifs patronaux européens et à leur traduction française dans la « refondation sociale » (53) du MEDEF, cette violente croisade est escortée par le développement de l'actionnariat salarié et de l'auto entrepreneur. Une masse laborieuse frappée de l'atomisation la plus aboutie doit remplacer le salariat gagné de droits collectifs. Derrière la toute puissance du contrat, le travailleur coincé dans un isolement social digne du servage sera offert en pâture à des charognards surexploiteurs, nouveaux maîtres d'un univers chaotique et suicidaire. Combinant l'objectif de destruction des services publics avec celui d'un dumping social généralisé, la très controversée directive Bolkestein (directive relative au marché intérieur), application en Europe de l'AGCS, prendra effet dans quelques temps. En décembre 2006, le Conseil européen a adopté une version « révisée » de ce texte, validée par l'alliance Parti Populaire Européen – Parti Socialiste Européen au Parlement européen, qui préconise la dérégulation dans le principal secteur d'activité européen, les services (y compris les services publics sous l'appellation « Services d'Intérêt Economique Général »), soit 66% du PIB européens et 75% des emplois. Le nivellement par le bas des salaires et droits sociaux est consacré par un règlement européen venant entériner le « principe du pays d'origine » (54). En vertu de cette règle, les parties contractantes (en clair : l'employeur), sont libres

de choisir la loi applicable au contrat. Un travailleur français se verra traité avec le droit social et le salaire d'un prolétaire lituanien. La transposition de ces textes dans la législation française est à la charge du ministère des finances et doit faire l'objet d'une procédure législative d'ici le 28 décembre 2009.

Par conséquent, un retour à la gestion keynésienne n'est pas à l'ordre du jour de l'agenda capitaliste, ni dans le monde, ni en Europe, ni en France. Au passage, il faut rappeler que la doctrine de Lord Keynes n'est pas l'alternative à l'exploitation capitaliste, contrairement à ce que les minables idéologues de gauche, si dépourvus d'intelligence historique qu'ils en sont réduits à admirer leurs propres échecs, voudraient le croire (55).

Face à une crise de reproduction sociale inédite, les capitalistes répondent donc par l'aggravation de cette même reproduction, les institutions européennes étant l'arsenal adéquat à cette croisade kamikaze. Pourtant, si elle hâte la prédation capitaliste la plus furibonde sur son territoire, l'Union Européenne n'est que le produit de la politique des nations membres et d'abord de leur avant-garde franco-allemande. L'unification capitaliste à l'échelle continentale est loin d'être atteinte et ne restera qu'un fantôme. Devant cette nouvelle récession imprévue, la bourgeoisie, incapable de cohésion, n'est parvenue à élaborer aucune riposte européenne, encore moins mondiale. Ridicule sort de cette classe pourrissante qui, touchée par la damnation de Sisyphe, semble toujours être sur le point d'accéder à la conscience effective de la totalité pour mieux dévaler la pente de la barbarie, sous le poids de ses propres infirmités. Le spectacle de la lucidité ne peut masquer l'impossible lucidité du spectacle sur la situation historique critique qu'il traverse. Les proclamations emphatiques du G20 d'avril, lequel a accouché d'une souris face la montagne de la crise, ont abouti au fiasco de celui de septembre, qui confirmait l'incapacité des dirigeants à créer une nouvelle « Organisation mondiale de la finance » (56). Les forfanteries de Nicolas Sarkozy rendent encore plus dérisoires les représentants d'une bourgeoisie plus que jamais contractée par ses réflexes désordonnés, eux-mêmes impulsés par la défense immédiate d'intérêts particuliers hétéroclites et contradictoires. En réalité, les plans de relance restent étroitement nationaux. Par là, chacune dans son coin, les bourgeoisies tentent de sauver leurs industries, quitte à écraser leurs concurrents étrangers. Le gouvernement Sarkozy-Fillon-Lagarde a donc pris des mesures locales en mettant 320 milliards d'euros à disposition des banques jusqu'à la fin 2009, remboursables sur 5 ans (57). Ces sommes mirobolantes sont gérées par la Société de Financement de l'Economie Française (SFEF), une société anonyme contrôlée par les banques (elles possèdent 66% du capital). En plus de ces 320 milliards, l'Etat a émis pour 40 milliards d'obligations à long terme aux organismes financiers demandeurs. Les autorités ne disposent, par conséquent, d'aucun droit de regard sur l'utilisation de la monnaie ainsi octroyée. A ce « plan de sauvetage des banques », un « plan de relance » de 26 milliards d'euros est venu arroser le reste du patronat. En réalité, 4 milliards sont affectés à l'investissement public (recherche, infrastructures de transports, « équipement de défense »), le soutien du logement est à hauteur de 1,6 milliards d'euros, 500 millions d'euros supplémentaires sont débloqués pour l'indemnisation chômage, une prime de 200 euros aux 3,8 millions de personnes éligibles aux minima sociaux est accordée, l'Etat procède au remboursement de 11,5 milliards aux entreprises, au remboursement du crédit d'impôt recherche (3,8 milliards) et des crédits TVA (3 milliards). Dans les entreprises de moins de 10 salariés, toute embauche est exonérée de cotisations sociales au niveau du SMIC (58). Dans la même veine, le « grand emprunt » annoncé en novembre 2009, aggrave un déficit budgétaire déjà très lourd, au profit des marchés financiers et de quelques transnationales (59). Estimé entre 12 et 60 milliards d'euros, cet emprunt est censé relancer la recherche, l'université et les infrastructures. Pourtant, il ne s'agit, en fait, que d'un engraissement d'urgence de financiers et gros patrons au détriment du service public puisque les fameuses dépenses de fonctionnement, c'est à dire les salaires, les moyens humains et matériels, font l'objet de réductions drastiques croissantes. Sauver à tout prix les propriétaires des moyens de production et les rentiers, telle est plus que jamais le seul but de l'Etat capitaliste. Le rythme de ses réformes destructrices de la civilisation redouble d'intensité. Pendant ce temps, le prolétariat s'enfoncé dans le gouffre de la misère et du chômage (60). Mais l'emballage fanatique à redessiner, en France, la société sur le modèle de la jungle capitaliste ne restera qu'un dérisoire remède aux proches désastres universels qui, déjà, s'annoncent insurmontables.

A l'avenir, le régime capitaliste devra surnager au milieu de contradictions poussées à l'extrême à mesure que se réduira la base de sa reproduction. Incapable de prévoir les crises qui les frappent, les décideurs parent au plus pressé en aggravant les prochaines calamités. En Europe, comme aux USA et en Asie, l'intervention des états pour sauver le système financier, et au delà, toute la mécanique économique, n'a posé que les fondements d'une prochaine panne générale du capitalisme.

Il ne fait plus de doute que la bourgeoisie ne renoncera jamais à son pouvoir de classe, les derniers événements en sont une démonstration éclatante. Au contraire, plus elle se heurte violemment aux contradictions insolubles de l'accumulation capitaliste, plus elle se contracte sur des positions de guerre suicidaire contre l'humanité et l'environnement naturel. Ces conditions, toujours plus accablantes, forcent le prolétariat à résister en se radicalisant. La tâche des révolutionnaires est, au sein de leur propre classe, d'orienter les frappes émancipatrices sur les chemins de l'efficacité. Grâce à une détermination de fer et des armes théoriques modernisées, l'organisation révolutionnaire, que nous devons rapidement construire au niveau international, s'offrira de nouvelles occasions d'abattre la société capitaliste.

RAPACES

Sources :

- (1) Nicolas Sarkozy, discours au conseil national de l'Union pour un Mouvement Populaire (UMP), 5 juillet 2008
- (2) Sur l'interprétation très contradictoire des chiffres, révélant l'enjeu crucial de la statistique en terme de « conflictualité sociale », il est

intéressant de procéder à une lecture comparée de ces articles : <http://www.la-croix.com/article/index.jsp?docId=2342986&rubId=788> et http://www.linternaute.com/0redac_actu/0501-janvier/jours-greve.shtml et enfin l'article « corrigé » d'Acrimed : <http://www.acrimed.org/article2415.html>

(3) « Pour accumuler, il faut convertir une partie du produit net en capital. Mais, à moins de miracles, on ne saurait convertir en capital que des choses propres à fonctionner dans le procès de travail, c'est-à-dire, des moyens de production, et d'autres choses propres à soutenir le travailleur, c'est-à-dire des subsistances. Il faut donc qu'une partie du surtravail annuel ait été employée à produire des moyens de production et de subsistance additionnels, en sus de ceux nécessaires au remplacement du capital avancé. En définitive, la plus-value n'est donc convertible en capital que parce que le produit net, dont elle est la valeur, contient déjà les éléments matériels d'un capital nouveau », Karl Marx, *Le Capital*, « Chapitre XXIV, Transformation de la plus-value en capital », Gallimard, 1963, p. 1083.

(4) Fontagne Lionel, Lorenzi Jean-Hervé (2005), Désindustrialisation, délocalisations Paris ; La Documentation française (Les Rapports du Conseil d'analyse économique, n°55) (Introduction, p.37). A consulter : Régis Guillaume, L'évolution de l'emploi industriel en France » : <http://mappemonde.mgm.fr/num18/articles/ar08201.html>

(5) http://www.industrie.gouv.fr/sessi/tableau_bord/tbei/tbei.pdf

(6) <http://www.insee.fr/en/themes/info-rapide.asp?id=18>

(7) http://www.lemonde.fr/la-crise-financiere/article/2009/11/13/l-insee-dresse-le-portrait-de-la-france-face-a-la-crise_1266552_1101386.html

(8) A lire, l'excellent article de H.S dans Echanges (Bulletin du réseau Echanges et Mouvement), consultable ici : http://www.barataria.be/bara/archives/cat_de_cellatex_a_moulineux_une_explosion_de_violence_sociale.html

(9) Une illustration vidéo de cet événement symptomatique de la décomposition en cours de l'appareil d'Etat : http://www.dailymotion.com/video/xopv8_emeutes-pompier-vs-crs_creation

(10) A lire : <http://www.bopsecrets.org/French/france2006.htm>

(11) http://fr.wikipedia.org/wiki/Valerie_Pecresse

(12) Apparemment, le bureaucrate en chef a pris goût à ce genre de sauterie élyséenne : <http://ouvalacgt.over-blog.com/article-35721748.html>

(13) Carte de la crise sociale : http://maps.google.com/maps/ms?ie=UTF8&hl=fr&t=p&msa=0&msid=106468196104779563781_00045a2a5e1c2cf69d5d4&ll=46.988988,1.955652&spn=8.033979,11.664219&source=embed

(14) A lire : <http://lamaterielle.chez-alice.fr/periodactu.pdf>

(15) http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg_id=0&ref_id=ip455

(16) http://www.insee.fr/fr/themes/tableau.asp?reg_id=0&ref_id=natnon03315&id=679

(17) A lire : Karl Marx, *La lutte de classe en France* : <http://www.marxists.org/francais/marx/works/1850/03/km18500301.htm> et *Le 18 brumaire de Louis Bonaparte* : <http://www.marxists.org/francais/marx/works/1851/12/brum.htm>

(18) http://www.insee.fr/fr/themes/tableau.asp?reg_id=0&id=219

(19) Un très bon article de feu le *Cri des Travailleurs*, groupuscule qui, quoique trotskiste, eut le mérite d'exposer d'intéressantes analyses de fond jusqu'à être rattrapé par le louvoiement pseudo tactique, maladie incurable et très répandue chez les épigones du « vieux ». Ses efforts de lucidité n'ont donc pas empêché qu'il rejoigne le NPA dès sa création, au nom d'une stratégie révolutionnaire, que les faits ont déjà su juger. A lire : <http://groupecri.free.fr/article.php?id=478>

(20) A lire, l'incontournable œuvre de Loren Goldner sur le site : <http://home.earthlink.net/~lrgoldner/>, en particulier *La classe ouvrière américaine : restructuration du capital global, recomposition sur un terrain de classe*.

(21) Site de Confrontations Europe : <http://www.confrontations.org>. Site de Sauvons l'Europe : <http://www.sauvonsleurope.org/organisation.php>

(22) La loi de réforme de la représentativité syndicale entérine cette dégénérescence. A lire : <http://www.mondialisme.org/spip.php?article1329>

(23) « La métamorphose de la relation marchande en chose dotée d'une « objectivité fantomatique » ne peut donc pas en rester à la transformation en marchandise de tous les objets destinés à la satisfaction des besoins. Elle imprime sa structure à toute la conscience de l'homme ; les propriétés et les facultés de cette conscience ne se relient plus seulement à l'unité organique de la personne, elles apparaissent comme des « choses » que l'homme « possède » et « extériorise », tout comme les divers objets du monde extérieur. Et il n'y a, conformément à la nature, aucune forme de relation des hommes entre eux, aucune possibilité pour l'homme de faire valoir ses « propriétés » physiques et psychologiques, qui ne se soumettent, dans une proportion croissante, à cette forme d'objectivité. » Georg Lukacs, *Histoire et conscience de classe. « La réification et la conscience du prolétariat »*, les éditions de minuit, p. 129.

(24) Pour les profanes : <http://library.nothingness.org/articles/Sl/fr/display/65>

(25) A lire avec la plus grande attention, les analyses de nos très chers camarades de Sinistre Spectacle et de Militant , tirées de leur expérience réciproque à Lutte Ouvrière et au Parti des Travailleurs : http://sinistrespectacle.free.fr/L_O_et_la_Fraction_sincèrement_dans_le_camp_des_travailleurs.htm <http://remito.zetblog.com/146593-militant-chapitre-1-et-2/>

(26) Texte central de la mouvance islamo-gauchiste et parangon de cette falsification, aussi grossière qu'infecte, de la méthode marxiste. *Le prophète et le prolétariat*, ode pro-islamiste écrite en 1994 par Chris Harman, membre du capiteux Socialist Workers Party, groupe frère de Socialisme par en Bas (aujourd'hui au NPA) est lisible ici : <http://tintinrevolution.free.fr/fr/harmanprophete.html>

(27) La « pauvreté » est une notion relative. Ici nous l'évoquons pour résumer les difficultés toujours plus grandes du prolétariat à se reproduire en tant que classe. Ainsi, il suffisait d'un salaire pour faire vivre une famille ouvrière de 4 personnes dans les années 1960. Depuis environ vingt ans, un minimum de deux salaires est nécessaire. Selon l'observatoire des inégalités, la pauvreté, en baisse de 1970 à 1995, aurait augmenté depuis l'an 2000. Cet organisme souligne la difficile objectivité d'une statistique de la pauvreté : « Définir la

de marges de manoeuvre. La modestie du G20 en matière de régulation de la finance est une mauvaise nouvelle tant pour les démocrates que pour la prévention des crises à venir. » Le Monde, 26 septembre 2009.

(57) « L'État se substituera à la banque centrale en devenant prêteur, jusqu'à la fin de l'année 2009, auprès des établissements qui le demandent. L'encours total des sommes en jeu sera plafonné à 320 milliards d'euros et les durées de remboursement pourront aller jusqu'à cinq ans... » Les Echos, 14 octobre 2008.

(58) « Sur les 26 milliards du plan français, 15 seulement correspondent à proprement parler à une impulsion budgétaire, c'est-à-dire à une dépense publique ou à une baisse d'impôt. Les 11 autres relèvent de mesures de trésorerie... (Alternatives Économiques, janvier 2009) », Alternatives économiques, janvier 2009.

(59) Le nombre de chômeurs a augmenté de 30% depuis le premier trimestre 2008 :

http://www.lemonde.fr/la-crise-financiere/article/2009/11/13/l-insee-dresse-le-portrait-de-la-france-face-a-la-crise_1266552_1101386.html

(60) « Le déficit budgétaire de l'Etat s'établissait à 125,8 milliards d'euros au 30 septembre, contre 56,6 milliards à la même date en 2008, annonce vendredi le ministère du Budget. Au 30 septembre, les dépenses totales (budget général et prélèvements sur recettes) atteignent 263,9 milliards d'euros contre 255,9 milliards d'euros l'an dernier, soit une hausse de huit milliards d'euros en un an. Les recettes du budget général s'établissent à 169,7 milliards d'euros contre 221,6 milliards d'euros à la même date en 2008. » AFP, 6 novembre 2009.



rapaces.zone-mondiale.org